



*Courriel adressé à l'ensemble des député(e)s*

Le 29 juin 2023

Madame, Monsieur,

Le projet de loi dit « Industrie Verte » va prochainement entrer en examen à l'Assemblée Nationale.

La Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs (CNCE), que je préside, a vocation à donner son avis sur les projets de lois portant sur l'information et la participation du public aux décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement, notamment lorsque ces projets de lois apportent une évolution du champ et des modalités de l'enquête publique, ce qui est le cas du projet de loi « Industrie verte ».

**La CNCE s'inscrit dans une démarche d'ouverture et de recherche de meilleures modalités favorisant l'information et la participation du public pour accroître leur attractivité, leur qualité et leur efficience.**

Il convient de noter depuis l'ordonnance de 2016 relative aux procédures d'information et de participation du public, et les lois ESSOC et ASAP, que ces procédures ont déjà été modifiées successivement sans retour d'expériences et évaluation de leur mise en œuvre. Ces procédures ont encore évolué récemment avec la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération des énergies renouvelables.

La CNCE considère que l'instabilité du Code de l'environnement et l'accroissement des régimes d'exception et dérogatoires rendent illisibles la réglementation pour tous les acteurs : public, porteurs de projets, services instructeurs, autorités organisatrices ... sans pour autant la simplifier, la moderniser, améliorer son effectivité et son efficacité, et obtenir une réduction sensible des délais de procédures. Malgré ces difficultés, la CNCE s'efforce d'assurer la formation continue des commissaires enquêteurs, cette formation étant obligatoire et nécessaire lors de la conduite de leurs missions.

Dans ce contexte, lors de ses auditions dans le cadre du rapport relatif à la simplification et à l'accélération des implantations industrielles (dit « rapport Guillot »), **la CNCE a manifesté son intérêt pour expérimenter le principe de parallélisation des**

## **procédures d'instruction et de participation du public.**

**Elle partage le constat** dressé par ce rapport selon lequel les délais d'implantations industrielles en France seraient principalement dus au financement des projets et à l'instruction des demandes d'autorisation, mais en aucun cas, aux procédures de participation du public.

Le projet de loi «Industrie verte» conduit par le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, retient bien le principe de parallélisation des procédures d'instruction et de participation du public. Mais, dans son article 2, il propose des nouvelles modalités de participation du public pour les projets soumis à autorisation environnementale par la modification des articles 181-9 et 181-10 du Code de l'environnement, en instituant une nouvelle procédure dite de « consultation du public », distincte de l'enquête publique, dans une perspective de « modernisation » se rapprochant de la procédure définie par l'article L 123-19 du Code de l'environnement (participation du public par voie électronique).

**De cette façon, l'article 2 du projet de loi** ne s'inscrit pas dans le Titre II du Livre 1er du Code de l'Environnement relatif à l'information et à la **participation du public** et donc **n'en respecte ni l'esprit, ni les principes**. En effet, la nouvelle procédure de consultation du public est instituée dans le cadre du Titre VIII du Livre 1er du Code de l'Environnement (Procédures administratives), pour être appliquée à l'ensemble des projets soumis à autorisation environnementale, ce qui dépasse largement le domaine des projets relevant de l'industrie verte qui devraient être définis par décret.

Cette présentation est une source d'incompréhension et de confusion et prévoit des modalités contestables.

Par exemple, la nouvelle procédure de consultation n'est pas adaptée à certains projets soumis à autorisation environnementale mais pas à évaluation environnementale : actuellement, ces projets sont soumis à une enquête publique d'une durée d'au moins 15 jours (article L.123-9) ; pour la plupart d'entre eux une durée de consultation de 3 mois avec 2 réunions publiques n'est pas justifiée (par exemple : certaines opérations de défrichement, de curage de cours d'eau, etc.). Cette disposition risque de peser sur les collectivités (organisation, coût et délais).

La CNCE estime qu'**il n'est pas nécessaire de créer une nouvelle procédure pour atteindre les objectifs du projet de loi** et donc de complexifier, une fois encore, la réglementation par des modalités qui n'apportent pas les garanties et la pertinence de celles de l'enquête publique pour l'information et la participation du public. La CNCE affirme que l'enquête publique, en offrant un cadre connu et robuste de participation, peut être adaptée pour les autorisations environnementales des projets participant à une industrialisation verte de la France.

Aussi, pour les motifs précédents, **[vous trouverez en lien la proposition de la CNCE d'amendement au projet de loi industrie verte \(cliquez ici pour la télécharger\)](#)** retenant pour les projets soumis à autorisation environnementale et à évaluation environnementale - représentant les projets aux enjeux et aux impacts les plus importants - les avancées du projet de loi en matière de durée de la procédure de participation (3 mois) et de réunions publiques.

Cette proposition d'amendement supprime les régressions du projet de loi par rapport

aux enquêtes publiques actuelles, en particulier sur les points suivants :

- La tenue de permanences du commissaire enquêteur nécessaire pour favoriser l'information et l'expression de tous, notamment pour les citoyens touchés par la fracture numérique, et ceux ne disposant pas de la culture et de la possibilité de prendre connaissance de dossiers volumineux et complexes ;
- La formalisation des procédures de procès-verbal des observations et de mémoire en réponse du porteur de projet.
- Enfin, le projet d'amendement introduit des améliorations en faveur de l'information du public, notamment sur la tenue de l'enquête en matière de publicité de l'enquête, ainsi que sur les suites données à la consultation jusqu'à la décision prise sur le projet.

La CNCE reste bien entendu à votre disposition pour échanger à ce sujet.

En vous remerciant par avance pour que notre voix soit entendue et notre expérience de terrain reconnue, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma respectueuse considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MC Battesti', with a stylized, cursive script.

Marie-Céline Battesti, présidente